

L'art et la culture sont attaqués, mais ils ne peuvent pas être frileux.

Depuis 3 ans en France, l'art et la culture ne sont pas considérés comme des enjeux importants, mais comme des sources d'économies. Cela commence à produire des effets catastrophiques.

Il y a tout d'abord les effets clairement identifiés par les professionnels, les élus ou les médias : baisse ou au mieux "gel" des budgets, effondrement des financements de l'action culturelle (alors que l'art à l'école avait été présenté comme une priorité) ou des relations culturelles internationales, absence absolue de tout projet européen, affaiblissement du Ministère de la Culture par la mise en place d'un Conseil de la Création Artistique, valse des ministres, enlisement des administrations, nominations arbitraires et opaques, disparition de la parole de l'Etat en région, menaces sur les budgets des collectivités territoriales et sur leur simple droit à soutenir l'art et la culture...

Consciemment ou non, il s'agit d'un démontage en règle de 60 ans de politique culturelle. Pourquoi pas, le "modèle" français n'est pas sans défauts, mais ce démantèlement n'est accompagné d'aucune vision, d'aucune stratégie, d'aucune idée nouvelle.

Mais des effets collatéraux apparaissent de plus en plus clairement. Toute évolution est vécue comme une attaque, plus personne ne s'aventure à quitter une fonction de peur de ne pas retrouver l'équivalent, peu d'actions nouvelles apparaissent, chacun se recroqueville sur son pré carré, ses habitudes, ses réseaux. Il devient presque impossible de penser, d'oser, de changer, termes qui sont pourtant indissociables de la vie artistique.

La dernière affaire en date illustre mon propos. La Villa Médicis, haut lieu de la culture "savante" installée au cœur de Rome, tente une ouverture. Depuis 2 siècles, elle attribue des bourses et des résidences à des artistes contemporains, en particulier des compositeurs. Cette année, le nouveau directeur décide de soutenir deux compositeurs issus du monde de la musique académique, et deux autres issus du jazz, de l'improvisation et des musiques dites actuelles.

La levée de bouclier est immédiate. Une pétition a recueilli 500 signatures, une grande partie du jury a démissionné. Les raisons sont solides : les soutiens à la musique contemporaine se raréfient, les festivals ou les lieux de créations ferment, et voici qu'un des piliers de cette discipline baisse le nombre de résidences.

Mais cette position défensive est sans lendemain. Bien sûr, il faut ouvrir la Villa Médicis, institution un peu obsolète, reste de vieille France enfermée derrière ses murs qui ne peut pas rester invariablement une machine à bourses. Elle doit s'ouvrir à tous les artistes, elle doit s'ouvrir sur la ville qui l'accueille, elle doit s'ouvrir sur l'Europe et sur la Méditerranée. Mais cette ouverture ne poserait aucun problème si la musique contemporaine pouvait elle aussi s'aventurer hors de ses propres réseaux, investir les musées, l'audiovisuel, les grands événements urbains.

Les exemples sont légions. Quand le Théâtre National de Chaillot est attribué au secteur chorégraphique, les milieux théâtraux toussent. Quand un auteur de théâtre de boulevard accède à la direction d'un Centre dramatique national, le tollé est général. Un directeur de théâtre fait la grève de la faim, tous les grands noms volent à son secours sans se poser la question de la pertinence de son travail d'aujourd'hui...

Tels des poissons dans la nasse quand l'eau se met à manquer, nous nous agitions pour conserver un minimum d'espaces de travail. Mais le mot "conserver" fait-il partie de notre vocabulaire ?

Les questions budgétaires sont fondamentales. Mais c'est le mouvement qui crée les conditions, y compris financières, ce n'est pas le budget qui crée le mouvement. Les années 70 ont été celles d'un développement créatif extraordinaire. A l'époque, le Ministère de la Culture avait un budget moindre, le ministre demandait de "choisir entre la sébile et le cocktail Molotov", les financements des villes et des départements étaient balbutiants, et les régions n'existaient pas.

Devant le défi considérable qui nous est lancé, face à un pouvoir politique qui asphyxie littéralement notre secteur, la seule solution est d'inventer. Pas seulement d'être solidaires entre disciplines et d'éviter tout ce qui divise, mais de construire, chacun et ensemble.

Nous craignons la RGPP (révision générale des politiques publiques, nom technocratique des baisses des budgets de l'Etat), décrétons la Révolution Générale des Politiques envers les Publics en croisant les disciplines, accueillant les amateurs, investissant les espaces publics, les hôpitaux ou les écoles, en développant les moments de partage et de gratuité, en posant les jalons d'une Europe de l'art, en étant plus présents dans les débats sur la transformation de la société, sur la retraite ou l'urbanisme, en nous invitant dans le débat politique, en inventant nous-mêmes les nouveaux rapports entre l'art et la société. Et là, ce seront les politiques qui se presseront pour nous accompagner.

Pierre Sauvageot

Compositeur

Directeur de Lieux publics, centre national de création.